

à brayer, de l'ouverture d'un chemin de Québec au lac St-Jean, ainsi que du commerce du bois canadien et de l'état de nos pêcheries.

Déjà plusieurs des objets compris dans ces avis et ces pétitions sont devenus projets de loi. Quelques autres de ces projets se rapportent au règlement de la chasse, à des amendements à la loi actuelle des élections parlementaires, au louage et à l'affermage des biens fonds dans le Bas-Canada, et à une nouvelle division des comtés dans cette partie de la province.

En dehors des Chambres, l'intérêt public ne cesse de s'occuper de l'avancement de la colonisation et de l'agriculture. On voit avec plaisir que non seulement la cause de l'agriculture progresse par l'effort des moyens purement matériels, mais que l'instruction propre à rendre l'agriculture un art noble et doublement productif, va se répandre de plus en plus. Une nouvelle école, comme on a vu dans le dernier numéro de la *Gazette des Campagnes*, est annoncée dans ce but au Collège de Ste. Thérèse, dans le district de Montréal; et voilà qu'à l'Isle d'Orléans, dans la paroisse de la Ste. Famille, on donne le bon exemple d'envoyer, aux frais de la paroisse, des élèves aux écoles d'agriculture. Puisse ce bon exemple être le point de départ d'un mouvement général qui fasse que l'instruction agricole prenne pied parmi nous autant au moins que celle qui s'y donne actuellement dans les intérêts du commerce et de l'industrie. Mais pour cela, il faut nécessairement que l'enseignement agricole soit simple, éminemment pratique, limité à peu d'années et peu coûteux. Autrement, on fera peut-être quelques spéculations savantes dans cet art, mais l'enfant du peuple, et le peuple plus tard, à la seconde génération, seront encore, comme aujourd'hui, à demander l'instruction et le pain de la vie agricole; et personne ne sera là pour le leur donner. Soyons philosophes puisqu'on veut l'être, non en élevant toutes choses au-dessus de la portée et des besoins du peuple, en comprenant une bonne fois que la science agricole nécessaire au peuple n'est pas, et ne doit pas être une science d'apparat, une science académique ou d'amateurs qui veut donner à ses adeptes l'immortalité de la gloire humaine; mais un simple besoin de première nécessité qui a ses moyens simples comme lui, et toujours suffisants, s'ils sont bien employés, pour rendre un peuple agricole assez riche et assez heureux dans son état. C'est le but de la Providence qui n'a pas appelé les peuples à couvrir la terre de philosophes, ce que l'histoire montre être parfois un grand malheur, alors seulement que quelques poignées de philosophes s'avisent de faire l'éducation de certains peuples; mais bien les peuples qui ont été appelés d'en Haut pour vivre ici-bas dans des conditions modestes de bonheur et de vertu, selon les réalités que la Providence leur a assignées. Sortir de là, c'est d'abord témérité, si ce n'est tout de suite aberration inconcevable ou vertige.

Passons maintenant à l'étranger. La guerre intestine de nos voisins se poursuit toujours avec un égal acharnement. Le Nord, comme toujours, subit d'éclatants échecs. Le Sud n'est pas non plus sans essayer

des revers fâcheux. Mais, de part et d'autre, revers et échecs ne laissent encore rien espérer pour la réconciliation des partis. En vain, en outre, les puissances européennes font de nouveaux efforts pour intervenir tant pour leur propre intérêt que dans l'intérêt général de l'humanité; rien encore, de ce côté, n'avance cette réconciliation des partis belligérents. On est encore à se demander: Où cela va-t-il conduire?

En attendant, des symptômes nouveaux se déclarent. Au lieu de deux partis acharnés qui déchirent aujourd'hui les flancs de la république modèle, on est, ce semble, à la veille d'en voir surgir d'autres, lesquels, loin de viser à ne point désunir davantage la grande unité nationale, déjà que trop cruellement partagée, ne tendent à rien moins qu'à établir, dans l'ouest, une nouvelle indépendance. Ce serait donc plus tôt qu'on ne le pensait le commencement de la fin de ce grand empire américain qui se promettait rien moins que la domination entière de tout le nouveau monde; et qui sait, peut-être celle de l'ancien monde par surcroît. Les Romains avaient bien pu englober dans leur république le monde connu de leur temps, pourquoi la race saxonne de notre Amérique, si hardie et si prospère en peu de temps, n'aurait-elle pas entrepris les mêmes vues? Non; les temps sont changés. L'esprit chrétien des peuples du jour, quelque altéré qu'il soit chez plusieurs, n'est pas en faveur des conquérants. Que ceux-ci se présentent par la puissance des armes ou par l'hypocrisie des annexions, l'esprit du jour a une meilleure idée de la justice et de ses droits sacrés pour ne pas résister tôt ou tard à ces envahisseurs sans titre et sans crédit. C'est pourquoi il faut penser avec fondement que la Grande république en a fini en fait d'agrandissement, et que son destin actuellement la pousse bien au contraire vers un morcellement difficile à déterminer. C'est pourquoi encore on ne peut s'expliquer la raison donnée par l'Empereur des Français pour légitimer sérieusement son intervention armée au Mexique. Il craint, a-t-il dit, les envahissements du peuple américain. Passe pour les années écoulées avant la guerre actuelle; mais aujourd'hui craindre les envahissements d'un peuple en débâcle, c'est être par trop timoré pour un Napoléon. Il y a à cela d'autres raisons que tout le monde saisit, en France comme ailleurs. En attendant que la lumière se fasse, cette expédition du Mexique n'avance guère vers le but, quel qu'il soit, qu'on avait en vue. S'il n'y a pas eu autant qu'on l'a dit de fâcheux échecs pour les troupes françaises, il reste toujours à voir les exploits qui doivent les rendre maîtresses enfin du poste ou du but qu'on leur a assigné: chose qui intrigue, même en France, les amis de la gloire et des intérêts français.

À l'intérieur, la France aujourd'hui paraît particulièrement occupée des nouvelles élections qui approchent. Là comme partout dans les pays constitutionnels, les partis se préparent par les voies qu'on sait à combattre ou à soutenir le gouvernement. Celui-ci n'est pas sans appréhensions. D'anciens antagonistes de sa politique, les Falloux, les Brogérie, les Monta-